

Poilâne soupçonné de financer le FN

Autopsie d'une rumeur

Affaire Bouarram

Des meurtriers aux ordres du FN



Depuis cinq ans, Lionel Poilâne mange son pain noir.

Avoir « tutoyé » les cercles facho peut coûter cher. Surtout quand on est médiatique...

Le 5 mai dernier, Sonia Rykiel fête les trente ans de sa maison de couture sous les flashes des photographes. Seule ombre au tableau : certains convives tiquent à l'idée d'apparaître aux côtés de Lionel Poilâne, l'un des invités, qu'une rumeur persistante présente comme l'un des financiers du Front national. Le bruit court depuis le début des années 90. Le FN entend alors de tisser tous azimuts des cercles destinés à rabattre des chefs d'entreprise.

Tout commence en 1993, date à laquelle un dirigeant du FN lâche à la journaliste Blandine Hennion – en pleine préparation d'un livre sur le FN, l'argent et l'establishment – le nom de Poilâne comme étant proche du FN. Interrogé à ce sujet, Le Pen sera pris d'une colère viscérale : « Mais qui vous a parlé

de Poilâne ? » La rumeur est lancée. Aujourd'hui, pourtant, Poilâne nie tout : « Je n'ai jamais financé le FN, ni aucun parti d'ailleurs. » Tout juste dit-il avoir soutenu quelques actions ponctuelles, pour l'aide humanitaire en Bosnie, les Orphelins d'Auteuil ou encore la construction d'un four à pain pour un foyer de jeunes handicapés. Reste que, quelques mois seulement après la confiance de trop faite à Blandine Hennion, Poilâne recevait un second cadeau empoisonné... le prix d'économie du très compromettant Cercle Renaissance. Un club mondain dirigé par le candidat FN Michel de Rostolan, connu pour être une passerelle entre la droite et le FN. Mais, là aussi, Lionel Poilâne a sa version de l'histoire : « En 1993, un patronage du 15^e arrondissement m'invite à parler du symbole de la main dans le métier de boulanger. A la fin de la conférence, un homme se lève et me dit qu'il aime beaucoup mon travail, que je sais bien parler de mon entreprise et qu'il voudrait me décerner le prix d'économie de son association, le Cercle Renaissance. J'étais à mille lieues de penser qu'il était proche du FN ou de la secte

Moon. Il s'appelait Michel de Pontins. Au cours de conversations ultérieures, j'ai eu un peu l'impression qu'il était traditionaliste. J'ai donc demandé à Michel Cointat, ancien ministre de l'Agriculture du général de Gaulle et plutôt à gauche, de venir me remettre le prix. » Lionel Poilâne a beau confier avoir « plus d'émotion devant un ciel étoilé que dans une église », il adhère un an au Cercle puis, apprenant de quoi il retourne, lui demande de ne plus se servir de son nom. Ce que le Cercle confirme avec dépit. « Il est parti vite et très violemment. Ce qui, vu son nom et sa qualité, a fait mauvais effet. » Qu'importe, le nom de Poilâne reste entaché. Les retombées commerciales ne sont pas chiffrables pour l'entreprise qui, outre ses deux magasins à Paris, est distribuée dans 800 points de vente en France et près d'un millier en Europe. Si l'on compte toujours des clients privilégiés qui se font livrer leur pain à New York, tel vendeur rapporte que des clients rechignent à consommer FN, tel client ne vient plus. Parti favori pour recevoir le prix Moebius, Poilâne aurait été écarté pour ses accointances avec le FN.

Peu à peu pourtant, il reconquiert ses détracteurs. La Découverte, éditeur du livre de Blandine Hennion, *le Front national, l'argent et l'establishment*, confirme son innocence. Thierry Maricourt, auteur des *Nouvelles Passerelles de l'extrême droite*, fait une enquête de plusieurs mois dans ses comptes personnels sans rien trouver. Enfin, *le Guide des sponsors du Front national et de ses amis*, paru aux éditions R. Castells, ne trouve aucune trace des subsides Poilâne dans les comptes officiels du FN. Reste que, s'il n'a pas financé le FN, Lionel Poilâne est effectivement passé près de la porte en s'affichant dans le Cercle Renaissance. Une erreur pour laquelle trois ans d'opprobre sont assez cher payés. ■

FIAMMETTA VENER

Le procès des meurtriers de Brahim Bouarram n'aura fait qu'effleurer la question de la responsabilité du FN et de son service d'ordre, le trop fameux DPS. En pleine audience, les skins coupables d'avoir poussé le jeune Marocain dans la Seine ont déclaré n'être pas étrangers au FN. On s'en doutait depuis que Bernard Courcelle, chef du DPS, les avait balancés à la police en ayant au préalable fait disparaître toute trace de liens entre les meurtriers et son parti. Les prévenus David Halbin et Christophe Calame ont eux-mêmes révélé cette démarche. David Halbin était membre du FN et, selon ses dires, le secrétaire de la fédération de la Marne lui a demandé de se débarrasser de sa carte FN 94. Calame confirme : « La veille de mon interpellation, une secrétaire du FN m'a téléphoné. Je devais me débarrasser de ma documentation sur le FN, pour qu'il ne soit pas impliqué. » Mickaël Fréminet, comme ses complices, reconnaît avoir souvent prêté main forte au DPS. Halbin se serait même vu confier un fusil à pompe lors d'une opération de service d'ordre. La commission parlementaire d'enquête sur le DPS devrait logiquement s'intéresser à ces révélations d'audience. D'autant que ce procès sera rapidement suivi d'un autre. En juin, les meurtriers présumés d'Ibrahim Ali comparaitront devant la cour d'assises d'Aix-en-Provence. Ces colleurs d'affiches FN, tous trois porteurs d'armes, ont dégainé en pleine rue, à Marseille. Cette fois, le FN ne pourra nier leur appartenance au parti. ■



Mickaël Fréminet a été condamné à huit ans de prison pour meurtre.

GUY KONOPNICKI